

Etat de la France-2014
Une reprise « molle »
à haut risque pour le tissu productif et l'emploi

Odile Chagny & Frédéric Lerais

Plan de la présentation

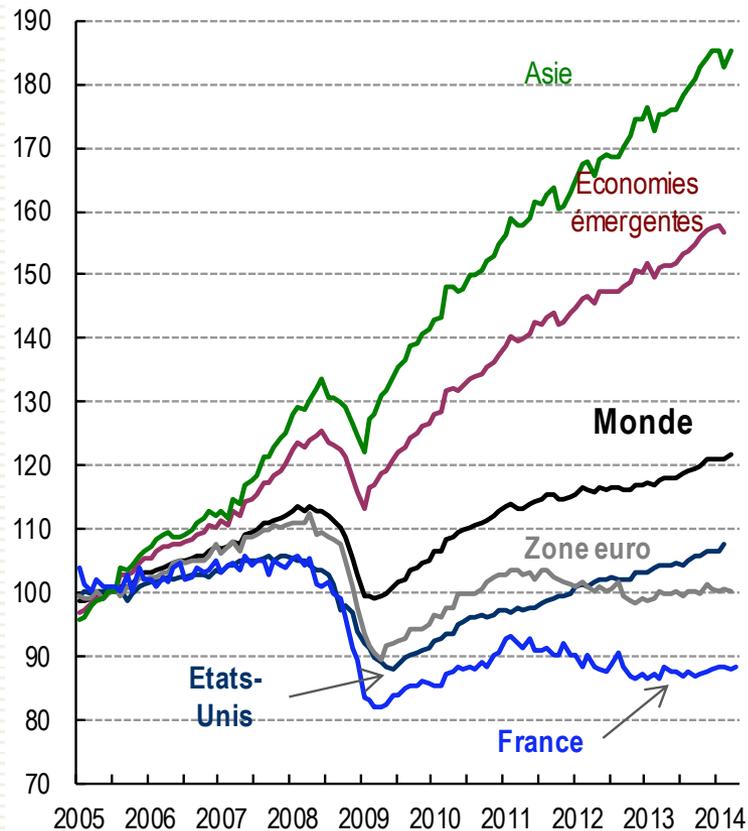
- ❖ Une reprise à haut risque
- ❖ La course à la compétitivité en Europe
- ❖ Le pacte de responsabilité et le programme d'économie
- ❖ Le marché du travail

Une reprise à haut risque

Production industrielle

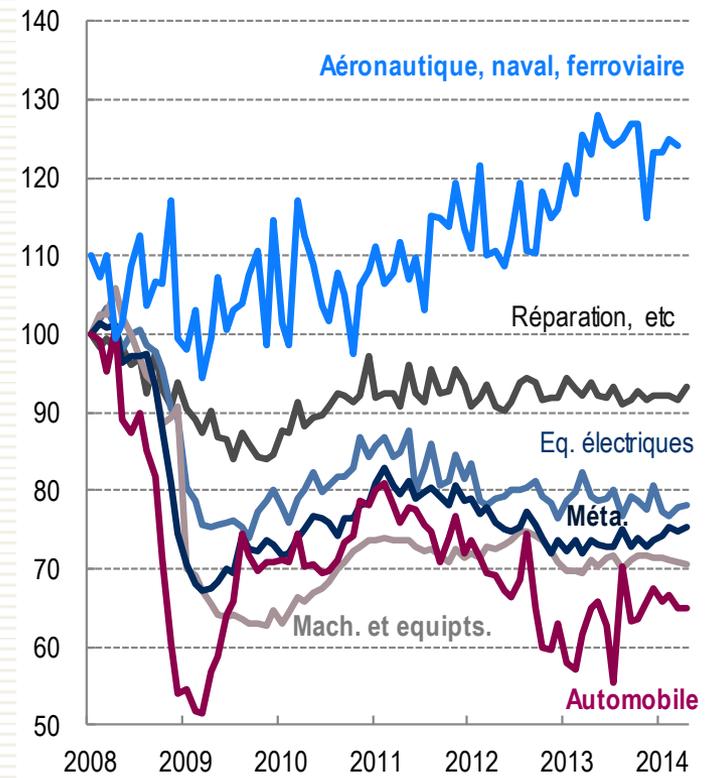
Indice de production industrielle Monde et grandes zones

(Source: CPB, Macrobond, Ires)

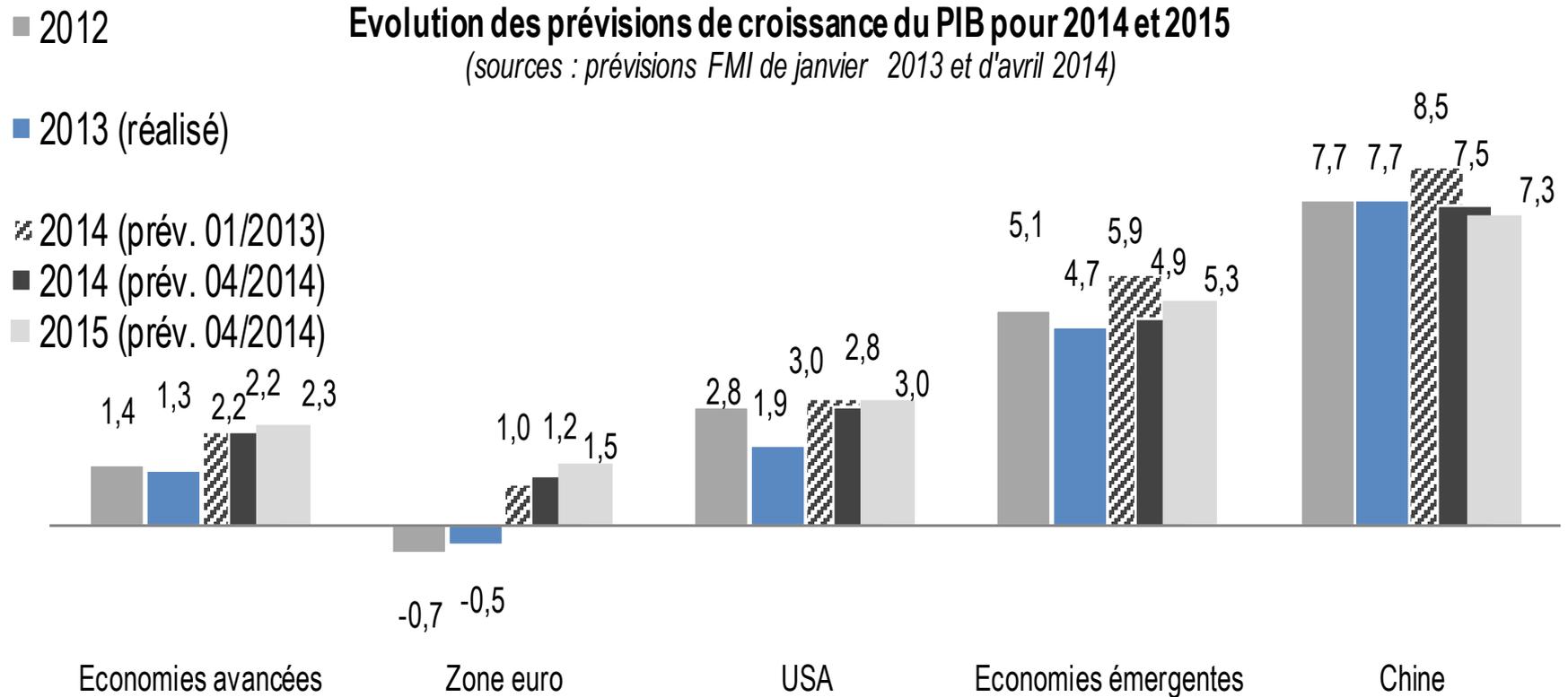


Indice de production industrielle en France

(Source: INSEE, Macrobond, Ires)



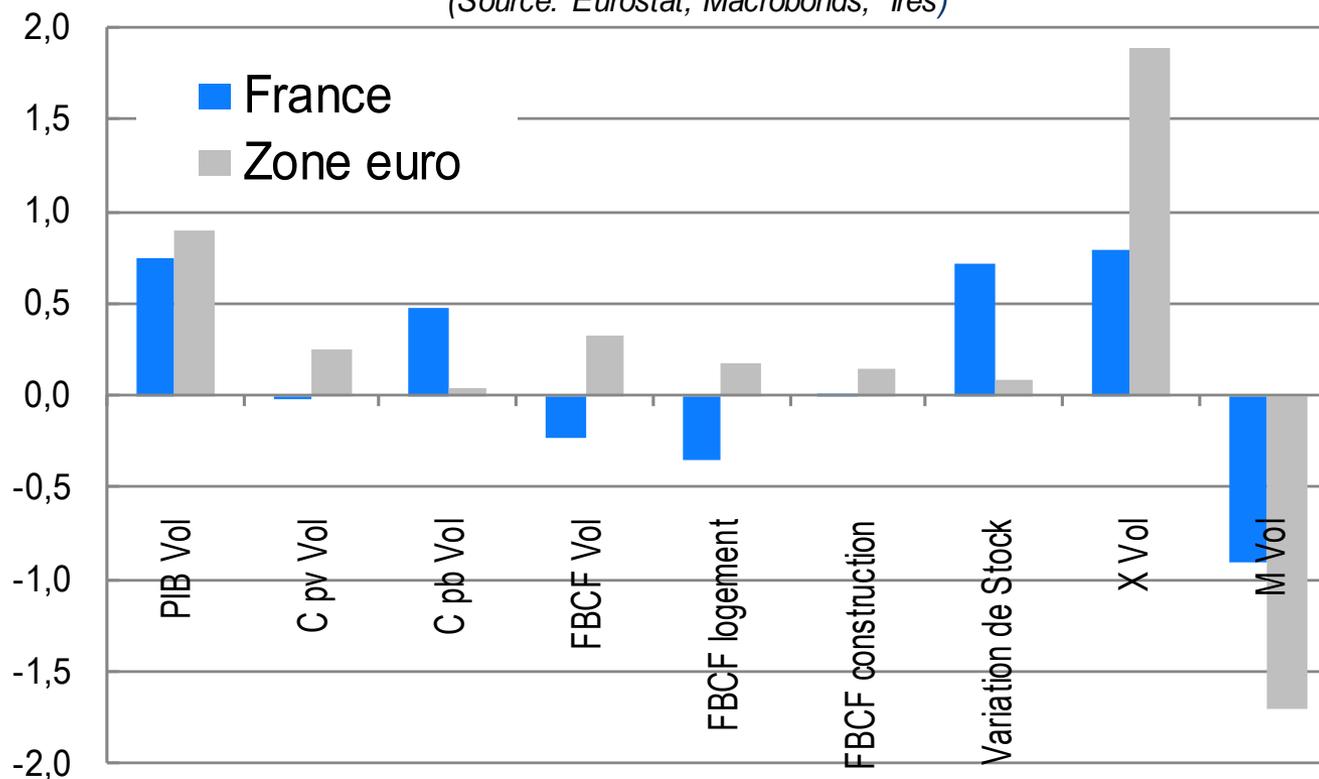
Prévisions de croissance



Contribution à la croissance

Contribution à la croissance, en glissement annuel t1 2013/t1 2014

(Source: Eurostat, Macrobonds, Ires)

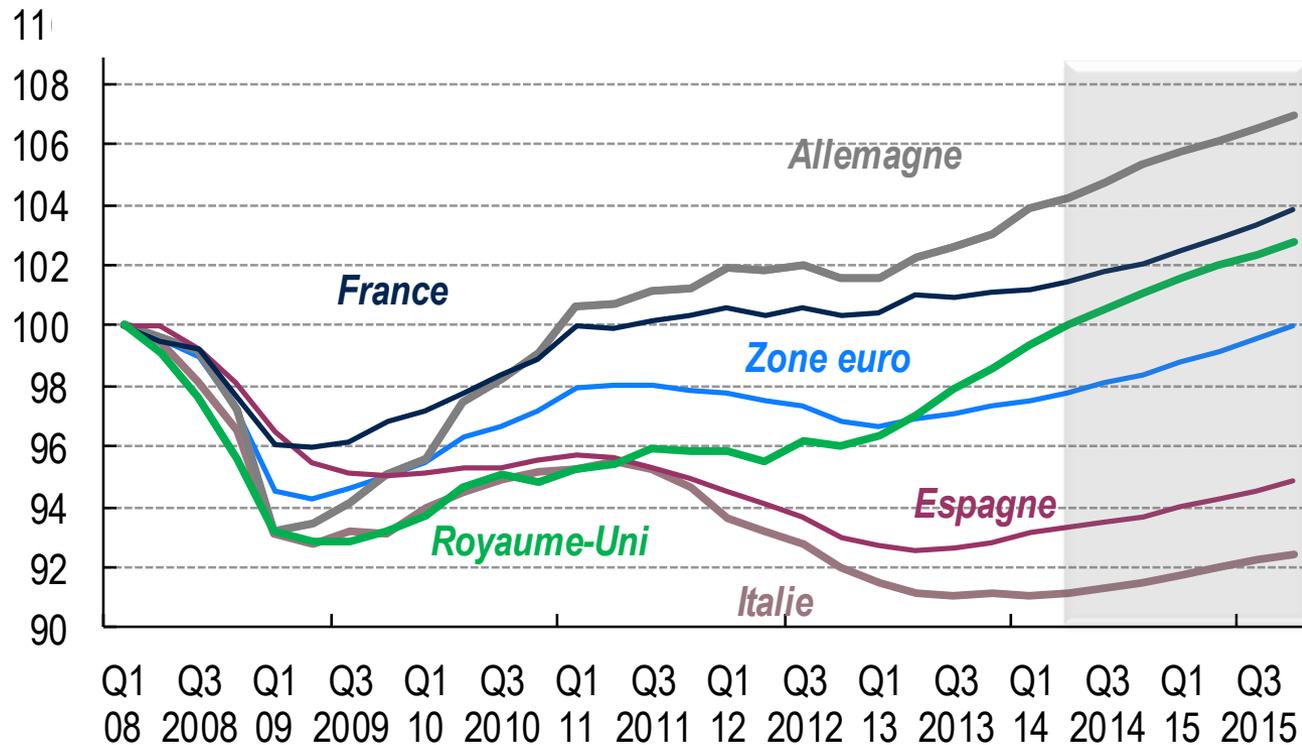


La croissance en Europe

Profil trimestriel du PIB

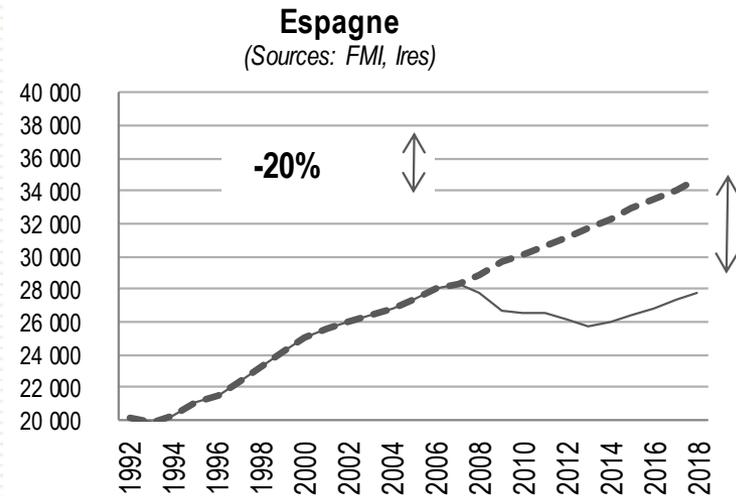
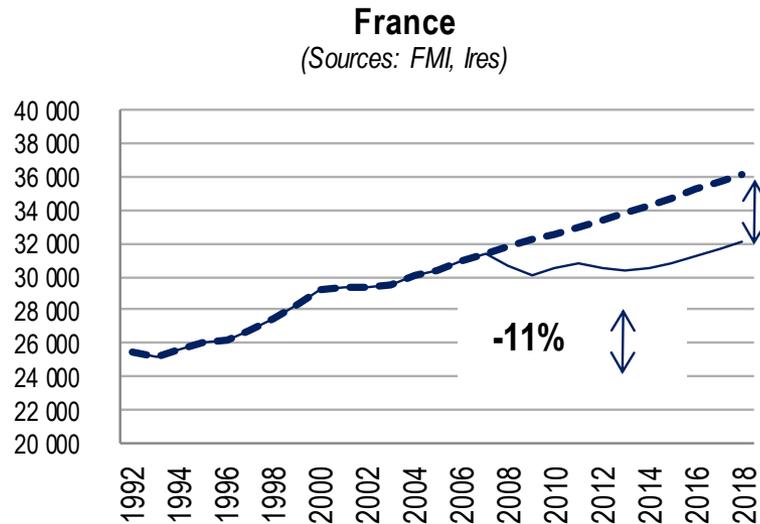
Q1 2011=100

(Sources : Eurostat, t2 t4 2014 : Prévisions INSEE note de conj juin , 2015 : prévisions OFCE avril 2014, Ires)

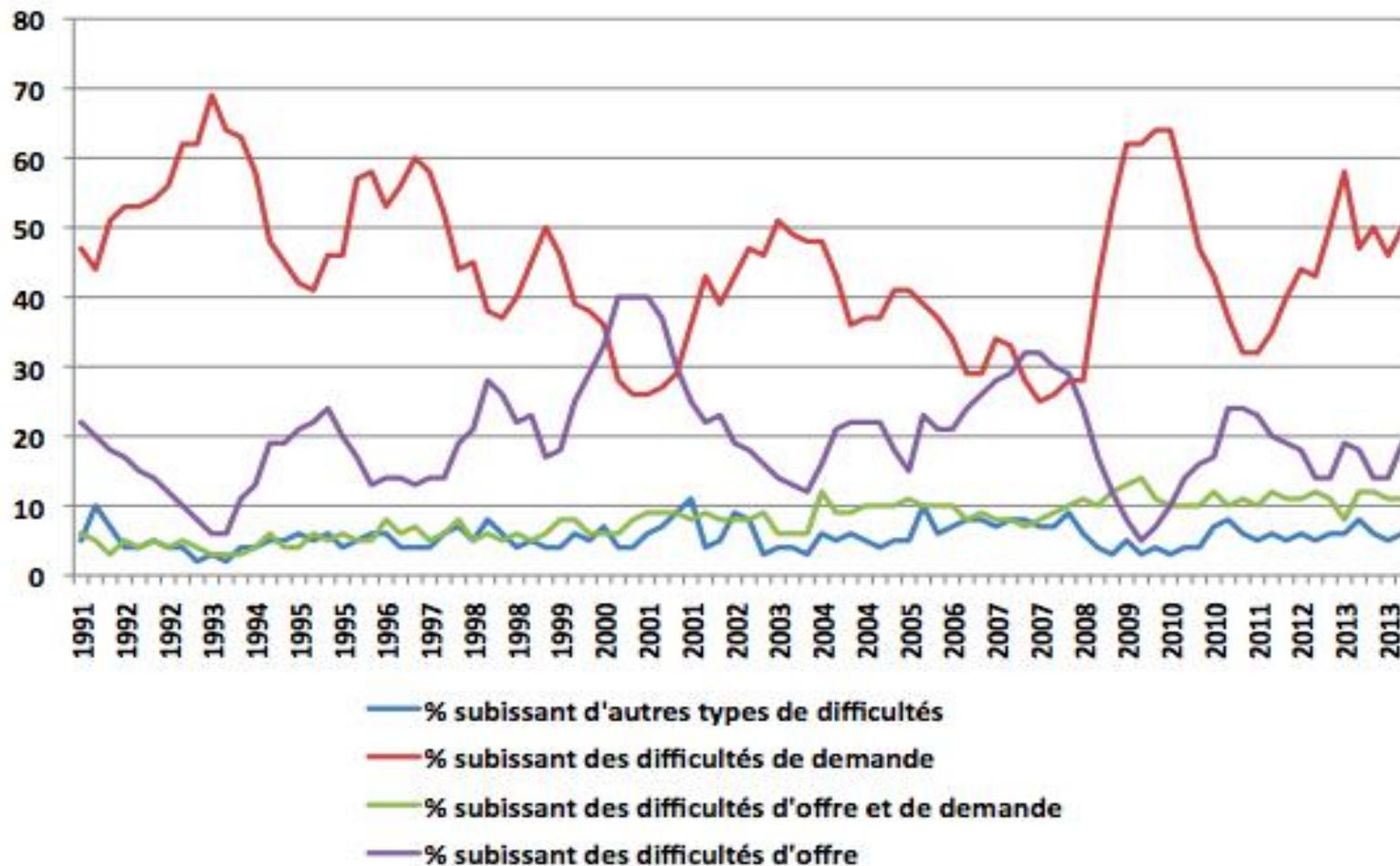


Perte de production potentielle

PIB par tête en parité de pouvoir d'achat* à l'horizon 2018
Pertes de richesse par rapport à la trajectoire de croissance "pré-crise"



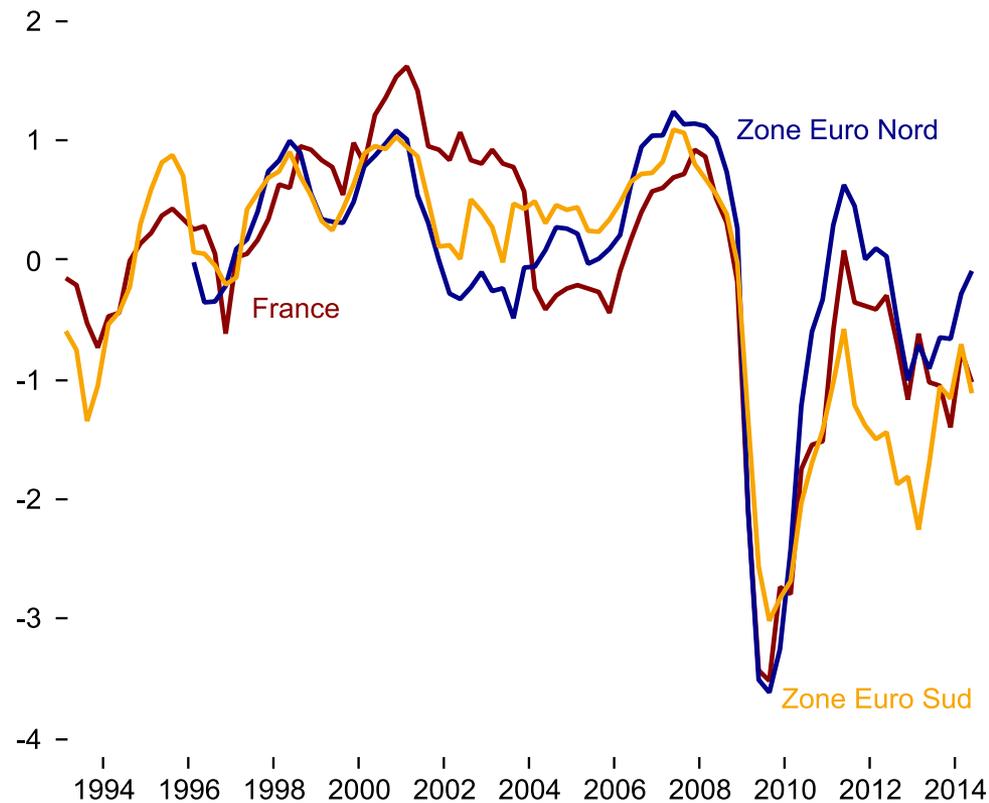
Les entreprises déclarent massivement des « difficultés de demande »



Des capacités de production sous utilisées

Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière dans la zone euro

(Niveaux normalisés)

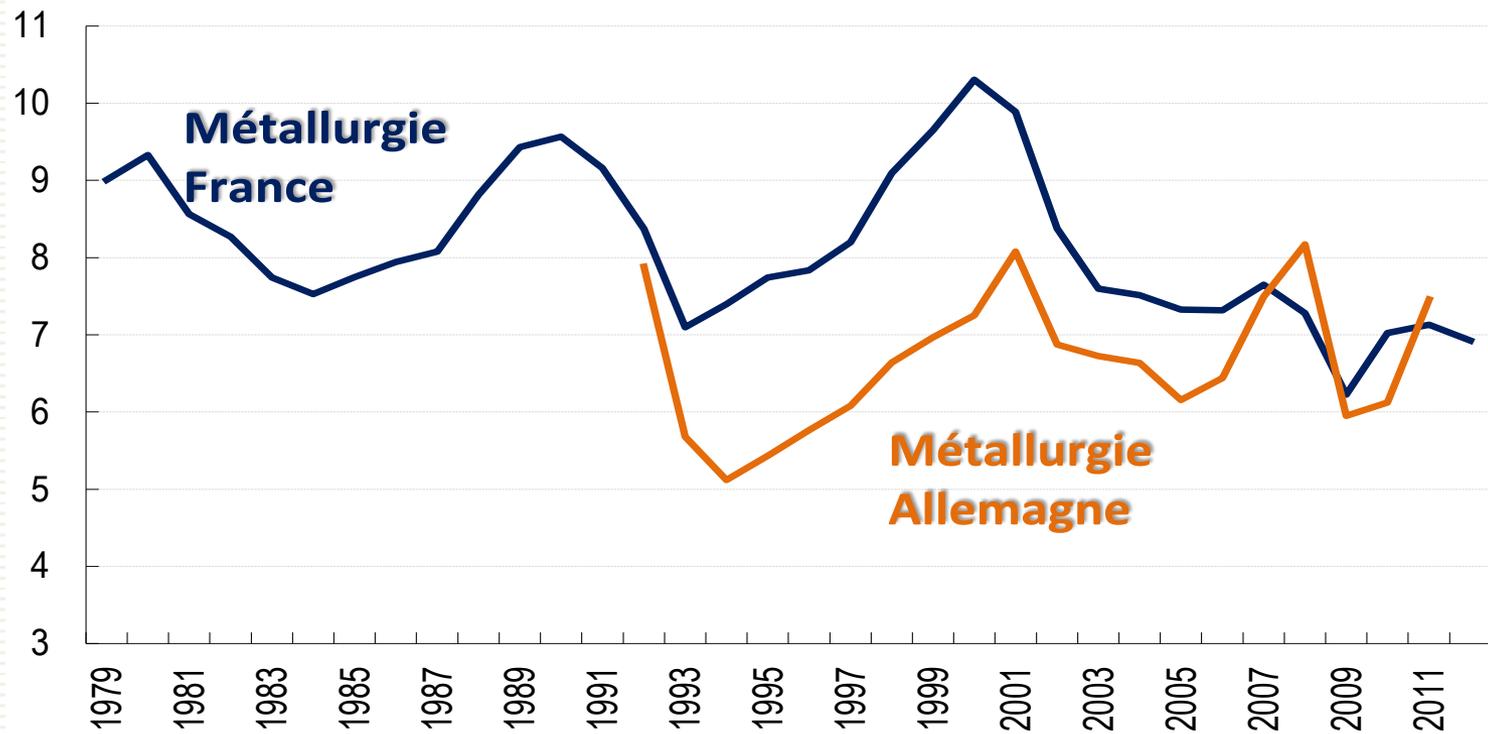


Macrobond, Commission Européenne, Ires

Une illustration du retard d'investissement

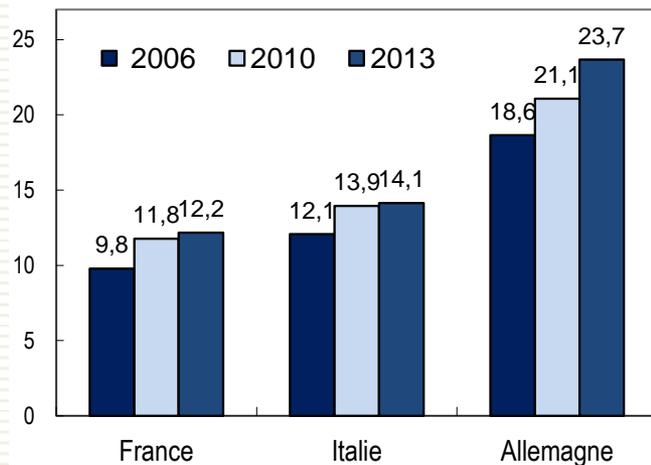
La métallurgie

Effort de renouvellement du parc productif
(investissement rapporté au stock d'outil productif)
(Sources: De Statis, INSEE)

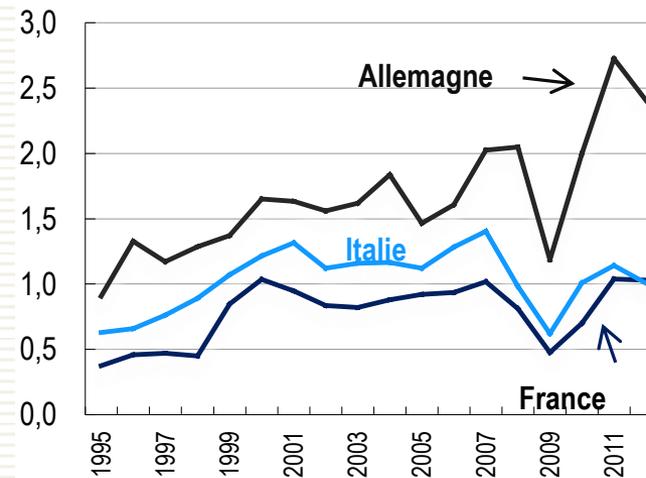


Une illustration du retard d'investissement qualitatif

Nombre de robots pour 1000 salariés



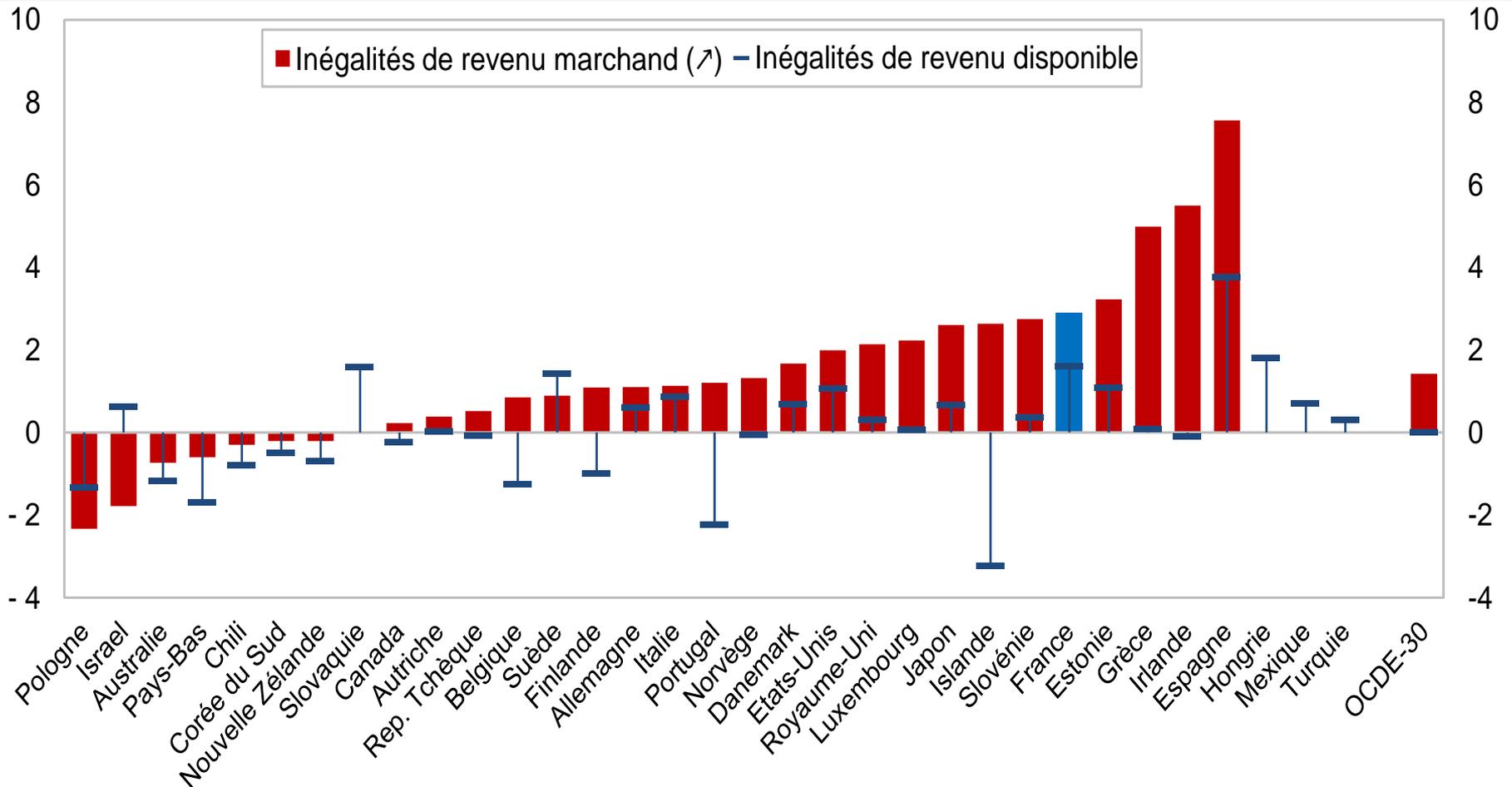
Nombre de nouveaux robots installés chaque année pour 1000 salariés



Source: International Federation of Robotics, UNECE (United Nations Economic Commission for Europe)

Situation internationale

Evolution des inégalités 2007-11 : coef. De gini



Source: OCDE, Income Distribution Database, mise à jour juin 2014

<http://www.oecd.org/els/soc/OECD2014-Income-Inequality-Update.pdf>

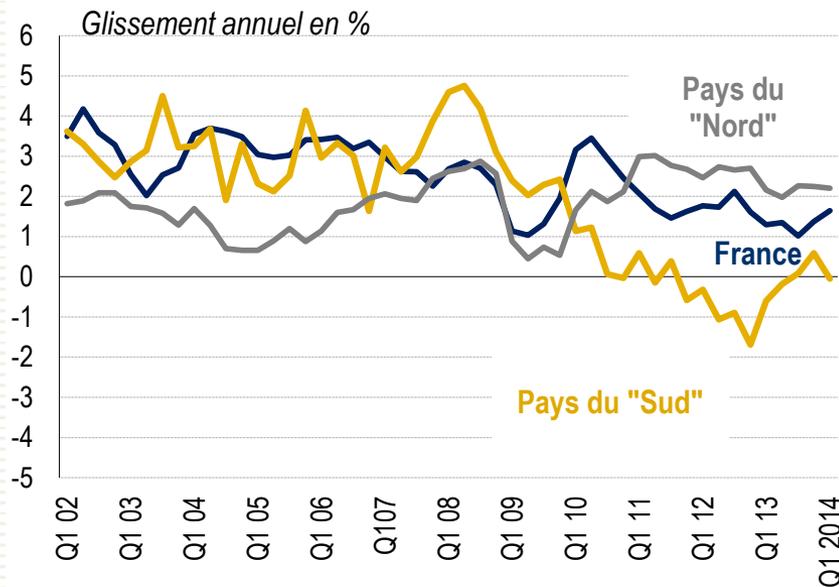
Conclusion partielle 1

- ❖ Une reprise plutôt molle
 - Des émergents qui ralentissent
 - Des retards d'investissement qui compromettent la croissance de long terme
 - Des déséquilibres toujours présents
 - Inégalités
 - Créances douteuses

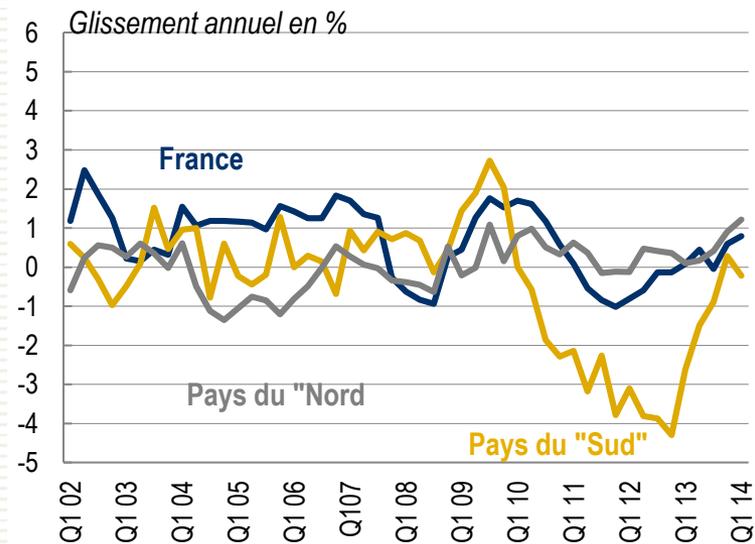
La course à la compétitivité en Europe

Maintien des pressions déflationnistes dans les pays du Sud de la Zone

**Taux de croissance des salaires par tête
apparentes nominales dans la zone euro**
(Sources: Eurostat, Macrobonds, Ires, dernier point: t1 2014)



**Taux de croissance du pouvoir d'achat
des salaires par tête**
(Sources: Eurostat, Macrobonds, Ires, dernier point: t1 2014)



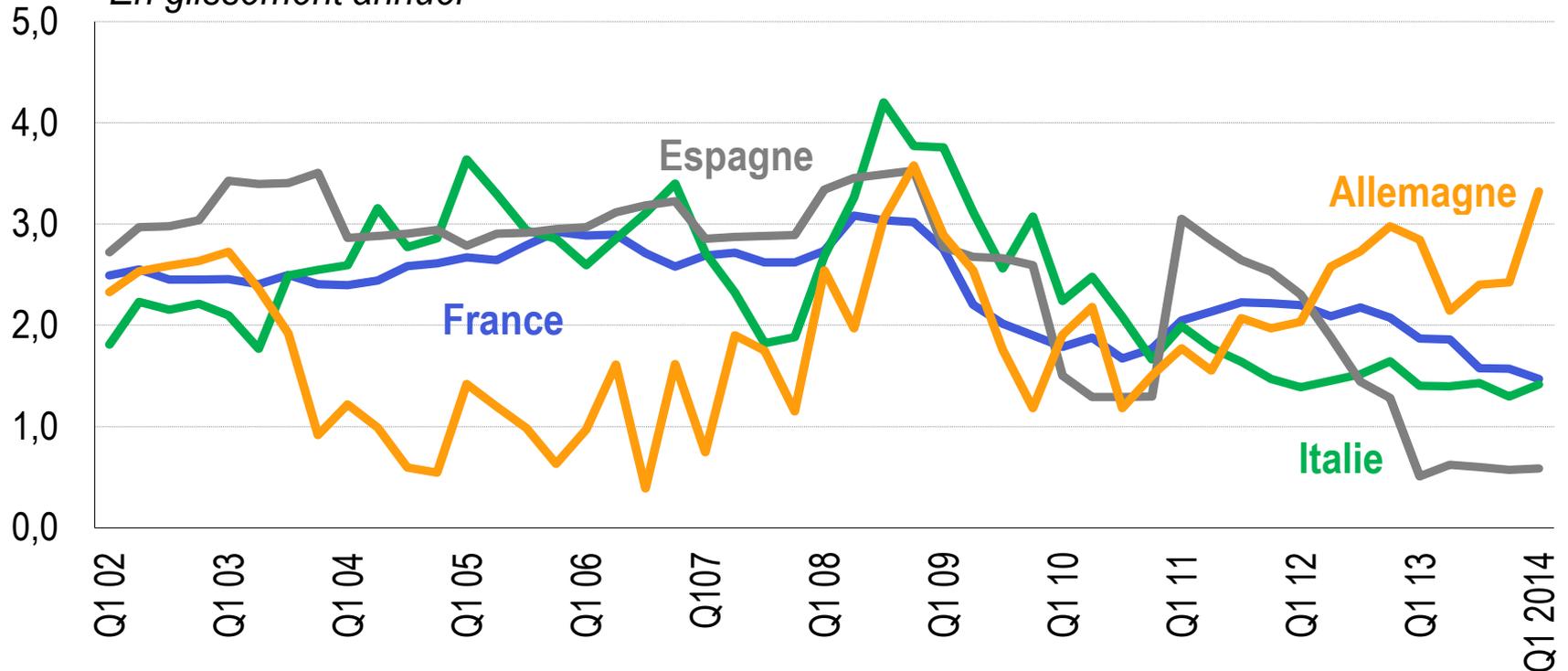
Evolution des salaires

Accentuation de l'inversion entre pays de la zone avec les derniers résultats des négociations en Allemagne

Taux de croissance des salaires "négociés"

Sources: Banque d'Espagne, Deutsche Bundesbank, Istat, Dares (SMB)

En glissement annuel



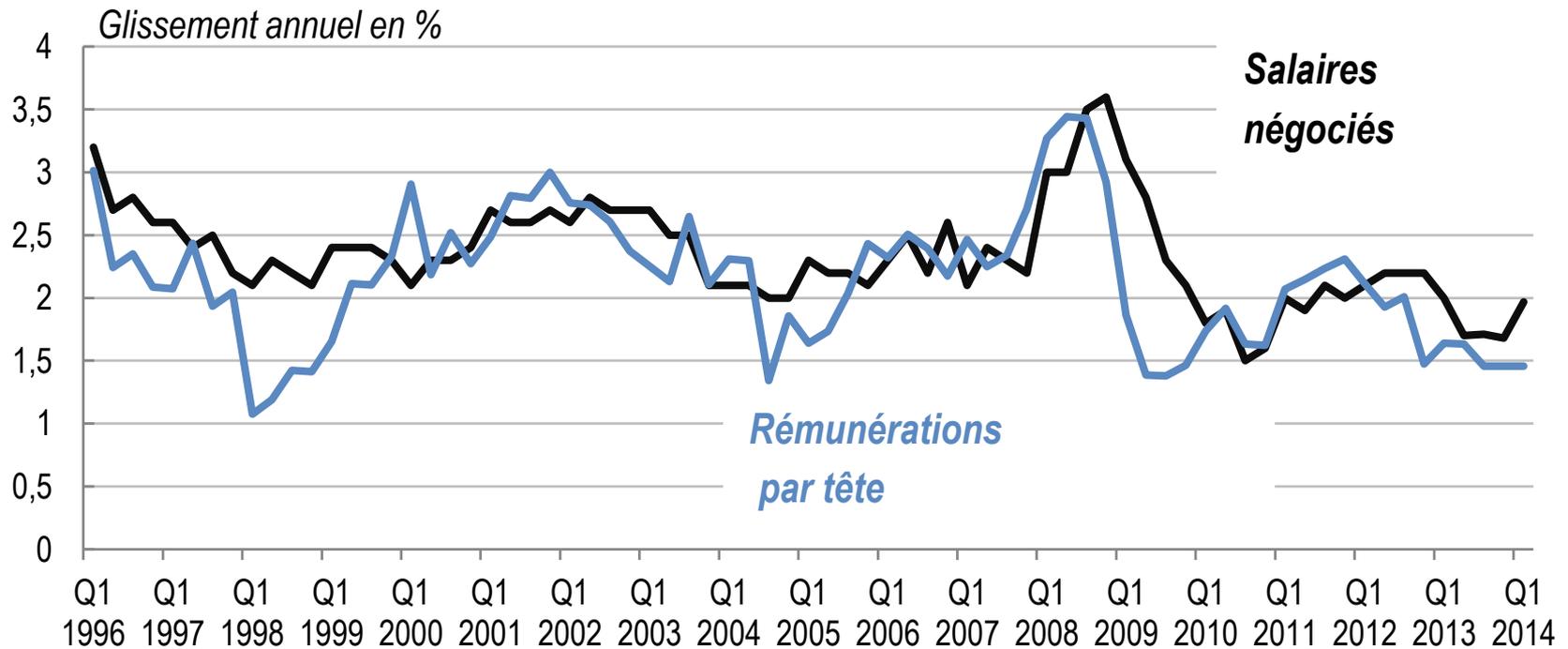
Comment expliquer la résilience des salaires en France ?

- ❖ Absence de réponse apparente des salaires réels à la situation économique depuis 2009 (Artus 2013 par exemple).
- ❖ Deux études récentes :
 - ❖ G. Verdugo, Bulletin Economique de la Banque de France, 2e trim. 2013) ;
 - ❖ Audenaert et al. 2014 (INSEE Référence sur les salaires).
- Effets de composition: résultats assez proches.
 - INSEE: explique la moitié des évolutions des salaires sur 2008-2010-11. Mais cela renvoie à une tendance longue (hausse qualif. pop active) et non aux effets de composition liés à la crise
- Rigidités des salaires :
 - Des résultats différents : INSEE sur la base des DADS : peu d'évidence en faveur d'une rigidité salariale à la baisse ; plus élevés dans le cas de la BdF.
- Pistes avancées : la forte hausse du chômage s'est combinée à une baisse importante de l'évolution des prix, ce qui a pu compliquer l'ajustement des salaires réels au début de la crise.
- Quoi qu'il en soit, depuis début 2012, l'inertie des salaires à l'inflation contribue à soutenir le pouvoir d'achat du salaire des ménages.

Salaires effectifs vs conventionnels : effets des accords dérogatoires?

Comparaison des salaires négociés et des rémunérations apparentes par tête dans la zone euro
(17 pays)

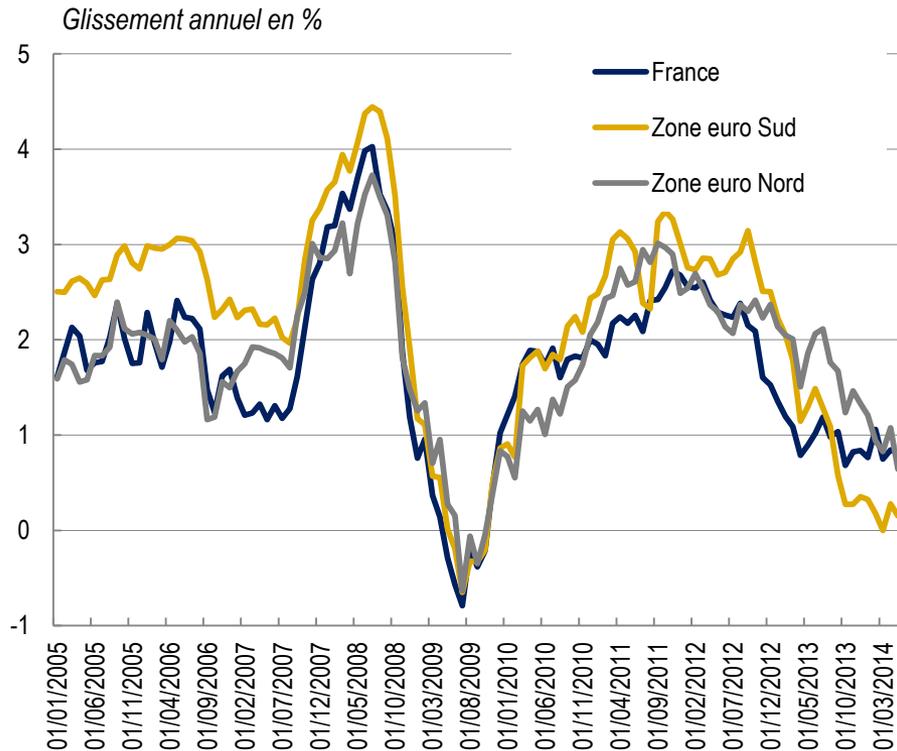
(Sources: BCE -Macrobonds, Ires, dernier point: t1 2014)



Evolution des prix

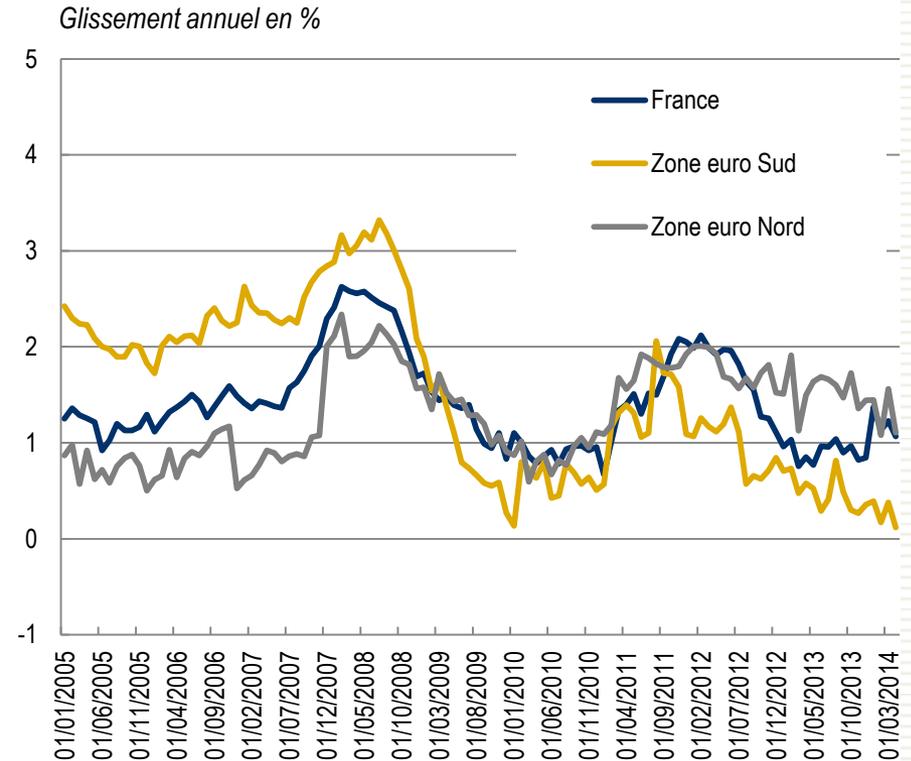
Situation de quasi déflation en Zone euro Sud

Evolution des prix à la consommation, indice total
(Sources: Eurostat, Macrobonds, Ires, dernier point: mai 2014)



Evolution des prix à la consommation, indice sous jacent
(hors énergie, alimentation saisonnière et taxes)

(Sources: Eurostat, Macrobonds, Ires, dernier point: mai 2014)

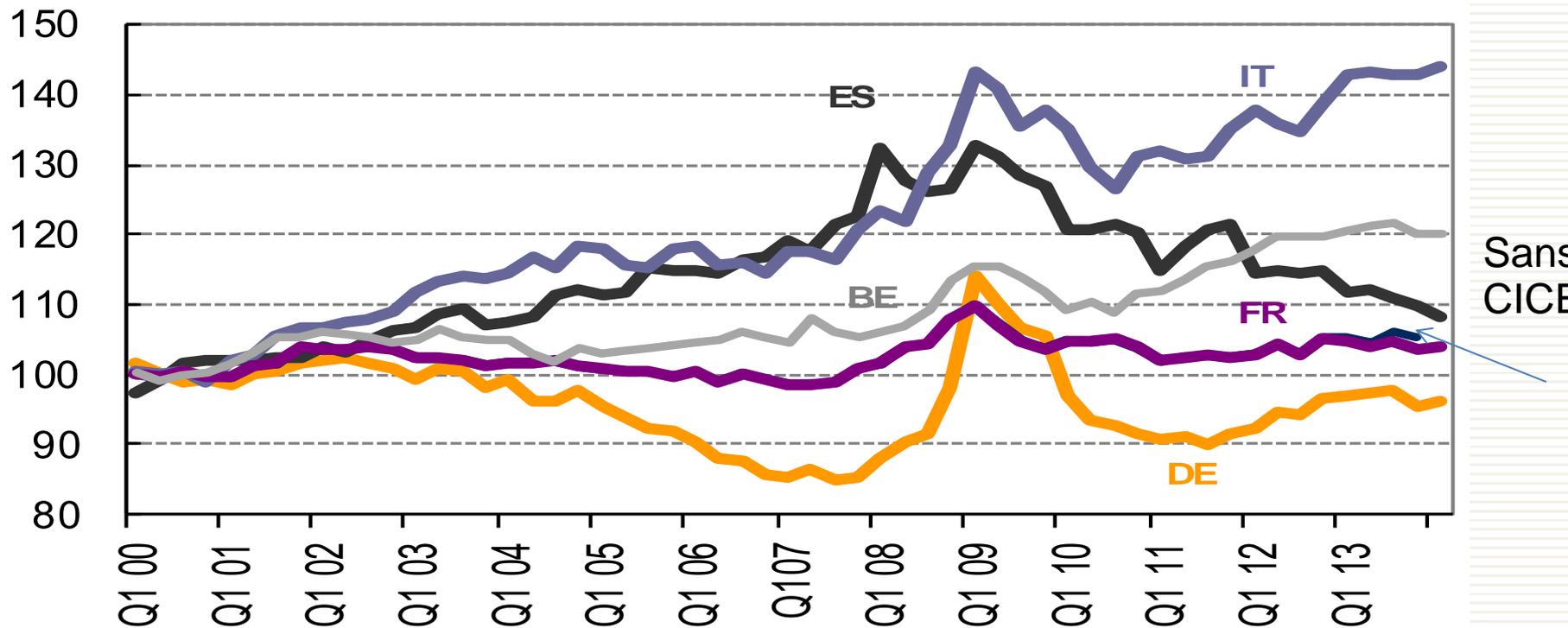


Evolution des coûts salariaux unitaires dans l'industrie

Effet de second rang du CICE

Coûts salariaux unitaires (2000=100)

Sources: Eurostat, Offices statistiques nationaux, calculs Ires)

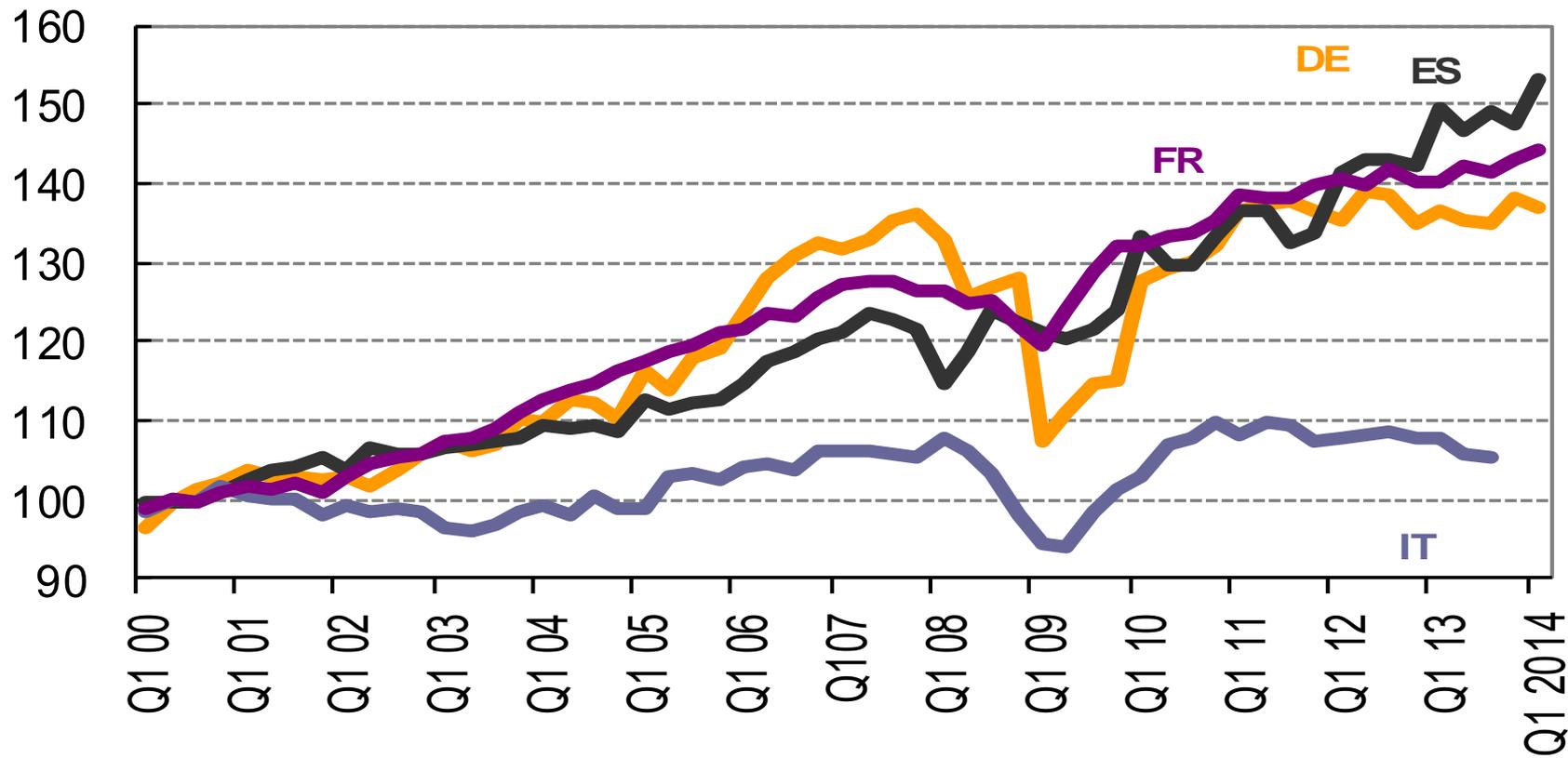


Evolution des coûts salariaux unitaires dans l'industrie

Des gains de productivité plus dynamiques qu'en Allemagne

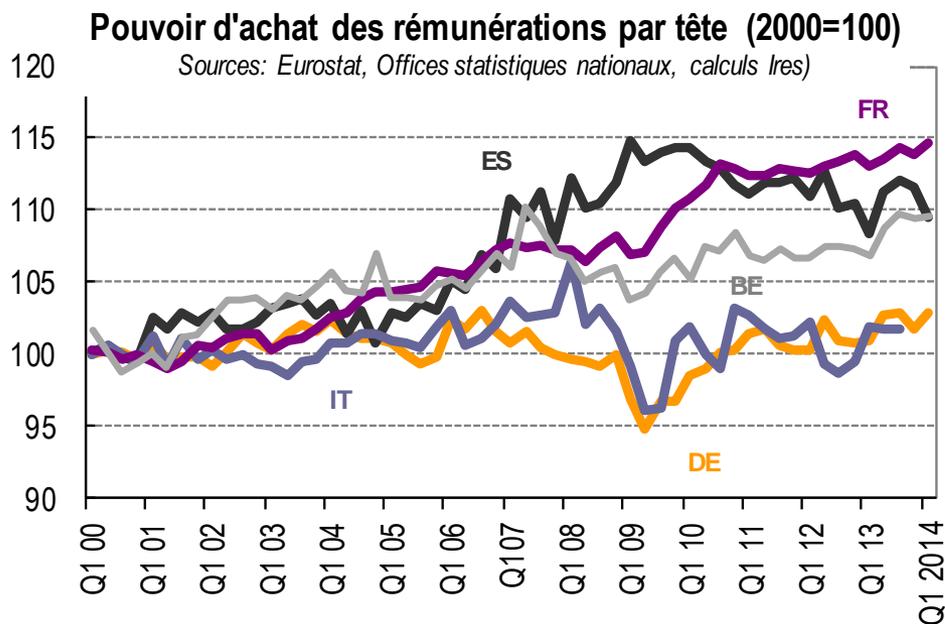
Productivité horaire (2000=100)

Sources: Eurostat, Offices statistiques nationaux, calculs Ires



Evolution des coûts salariaux unitaires dans l'industrie

Depuis la crise, préservation du pouvoir d'achat (bp) imputable à l'inflation



TCAM	Alle.	Fr.	Italie	Esp.
2000-2008				
Sal. Nom. par tête	1,8	2,8	2,6	4,5
IPCH	1,8	1,9	2,4	3,2
Pouv d'achat du SMPT	0,0	0,9	0,2	1,3
2010-2013				
Sal. Nom. par tête	2,8	2,4	2,7	1,4
IPCH	1,9	1,6	2,8	2,1
Pouv d'achat du SMPT	0,9	0,8	-0,1	-0,7

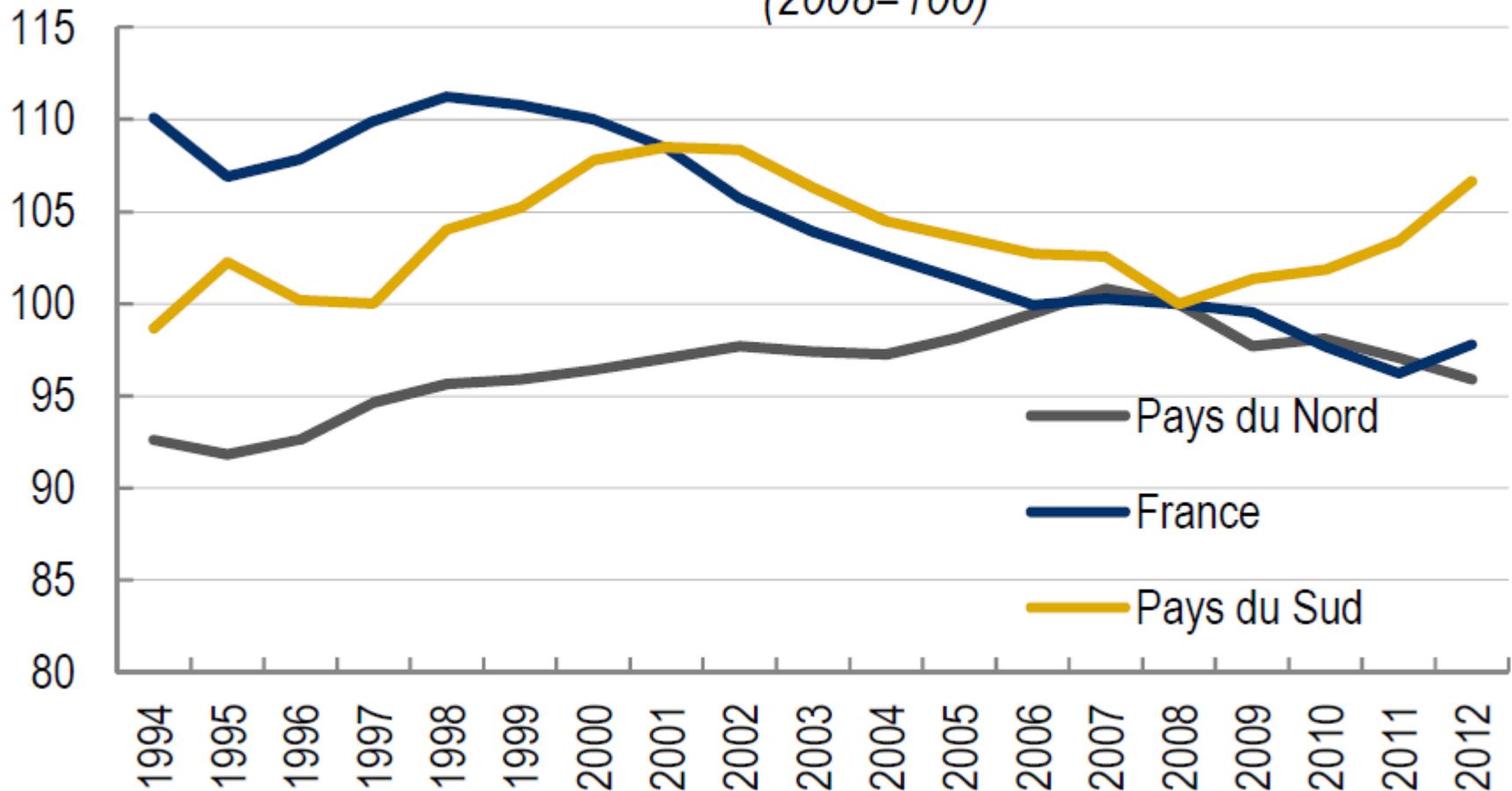
Multiplication des chocs de compétitivité

Un jeu à somme nulle

	France	Allemagne	Espagne	Italie	Belgique
Mesures en faveur de la baisse du coût du travail	CICE, Allègements supplémentaires de cotisations sociales patronales : exonérations de cotisations Urssaf au niveau du SMIC, abaissement de 1,8 point des cotisations famille jusque 1,6 SMIC en 2015, extension des allègements à 3,5 SMIC en 2016, suppression C3S horizon 2017		Réductions de cotisations sociales patronales pendant trois ans pour les embauches en CDI réalisées entre mars et dec. 2014. Cotisation forfaitaire de 100€ en lieu des taux de cotisations de 23,6% .	2015 Baisse de 10% de l'IRAP (impôt régional sur les activités productives), financé par révision tax e revenus financiers	Pacte de croissance et d'emploi. Réductions forfaitaires de cotisations sociales patronales; réductions ciblées sur les bas salaires et les secteurs soumis à la concurrence internationale. Abaissement de la TVA sur l'électricité de 21 à 6% en vue de freiner l'inflation et les salaires.
Mesures en faveur du soutien des revenus des ménages, en particulier modestes	Allègements de cotisations sociales salariales >1,3 SMIC, Baisse impôt ciblés bas revenus		2015. Baisse d'impôt annoncées en juin 2014, pas forcément ciblées sur les ménages modestes	2014 Allègements d'impôt sur le revenu des ménages modestes (revenus avant impôt <25 000 €), 10 millions personnes.	2014. Renforcement des dispositifs d'exonération des cotisations sociales salariés et de réduction d'impôt pour les travailleurs à faibles revenus.
Mesures en faveur du coût du travail en % des rémunérations (estimations)	1,1% 2014 2,7% 2015 4,3% 2017		0,5% 2014	0,7% 2015	1,8% 2014 2,4% 2015 3% 2019
Mesures en faveur du soutien des revenus des ménages en % du RDB des ménages			?	5%	?

Les marges à l'export absorbent les efforts salariaux ?

Indicatrice de marges relatives à l'export
(2008=100)



Conclusion partielle 2

- ❖ Des salaires qui résistent en France
 - Un maintien de la demande intérieure
 - A lisser le choc

- ❖ Une France prise en tenaille avec le développement salariaux des pays du sud

- ❖ Même si les gains salariaux se sont traduites par l'amélioration des marges dans les pays du Sud

- ❖ Un risque déflationniste promu par la gouvernance européenne ?

Pacte de responsabilité et de solidarité et programme d'économies

Pacte de responsabilité et de solidarité et programme d'économies

Récapitulatif à fin juin 2014

	2015	2016	2017	Remarques
Pacte de responsabilité	22,4	34,1	41?	
<i>Baisse du coût du travail</i>	5,40	10,05	10,35	
Zéro charges au niveau du SMIC et nouvel allègement jusqu'à 1,6 SMIC dès 2015	4,40	4,55	4,85	<i>Estimations : étude impact PLFSSR2014</i>
Baisse des cotisations familles à 1,8 point entre 1,6 et 3,5 SMIC à partir de 2016		4,50	4,50	
Baisse des cotisations famille pour les indépendants	1,00	1,00	1,00	
<i>Baisse de la fiscalité des entreprises</i>	1,00	6,00	11,00	
Suppression C3S	1,00	3,50	6,00	
Baisse impôt sur les sociétés et autres taxes		2,50	5,00	
CICE	16,00	18,00	20,00	
Pacte de solidarité	3,70	3,80	5?	
Réductions cotisations salariés jusqu'à 1,3 SMIC (520€ en 2015 par an pour un temps plein au SMIC)	2,50	2,60	2,70	<i>Estimations : étude impact PLFSSR2014</i>
Réduction d'impôt sur le revenu des ménages à bas revenu	1,20	1,20	2,70	<i>0,5 initialement en 2015, majoré de 0,7 depuis PSC avril</i>
Programme d'économies (affichage initial)	21	37	50?	
Baisse de 50 Mds des dépenses publiques				
Dépenses de l'Etat			18,0	
Gel du point d'indice, baisse des effectifs (sauf éducation, police), ...				<i>Doit être détaillé dans lettre plafond début juillet</i>
Dépenses des collectivités territoriales			11,0	<i>Réforme territoriale retirée ordre du jour du Sénat 26/06</i>
Dépenses de protection sociale			11,0	
Retraites, accords Agirc-Arrco			5,0	<i>1 Md de moins en juin par rapport au PSC : gestes en faveur petites retraites 0,3, revalorisation RSA 0,4, revalorisation prestations invalidité et rentes AT 0,2, revalorisation probable aide au logement 0,13</i>
Gel prestations			2,0	
Modernisation gestion protection sociale			1,2	
Assurance chômage			2,0	
"modernisation" de la politique familiale			0,8	
Dépenses d'assurance maladie			10,0	

Allégements de cotisations bas salaires

Un coût élevé

- ❖ **Allégement généraux sur les bas salaires : 22 Mds €** (1,1 % du PIB)
 - Effets faibles sur l'emploi (300 000)
 - Coût pour les finances publiques : 75 000 € chaque année par emploi créé au sauvé (en rapportant le coût au nombre d'emplois créés ou sauvés)
 - Pour des emplois à bas salaire, de qualité incertaine
 - Des emplois dont le coût est plus élevé que celui d'un fonctionnaire
 - La création directe d'un emploi temps plein au Smic sans allègement coûterait 25000 €
 - Les emplois aidés ciblés sur des travailleurs en difficulté sont plus efficaces : 10 000 € par création directe d'emploi dans le secteur marchand, 7000 € dans le secteur non marchand.
- ❖ **CICE**
 - 150 000 emplois sur 5 ans pour un coût annuel de 20 Mds d'€ (évaluation OFCE 2013),
 - soit un coût encore plus élevé par emploi créé (+ de 100 000 €)
- ❖ **Pacte de responsabilité**
 - selon François Rebsamen : 190 000 emplois sont attendus des 10 Mds de baisses de cotisations supplémentaires,
 - soit en tout 490 000 emplois pour les 30 Mds de baisse du coût du travail (CICE et pacte).
 - Cela représenterait 61000 € de dépense d'argent public par emploi attendu du pacte...
 - A noter que l'impact négatif du programme d'économie (250 000 selon V. Rabault) ne sont pas pris en compte.

Aides aux entreprises

Forte baisse des « charges » et des impôts

- ❖ La part des cotisations patronales dans la valeur ajoutée diminue :
 - 19,0 % en moyenne dans les années 1980,
 - 17,7 % en moyenne dans les années 1990,
 - 15,6% en 2008 (point bas),
 - 16,6% en 2012 (en légère hausse du fait de la crise)

- ❖ *Idem* si l'on ajoute les impôts aux entreprises aux cotisations patronales :
 - 26,2 % dans les années 80,
 - 23,8 % en 2009,
 - 25,5 % en 2012 (21 % après le CICE et Pacte)

- ❖ Les entreprises ont été souvent épargnées des efforts

- ❖ Par contre, la « modération salariale » s'est installée depuis les années 1980
 - Baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée depuis 30 ans
 - Augmentation de la part des cotisations salariales et baisse de la part des cotisations patronales (en % du PIB, en % des recettes de protection sociale, etc.)

Pacte de responsabilité et de solidarité et programme d'économies

Baisse de 50 Mds des dépenses publiques

- ❖ Exemple : 10 Mds sur les dépenses d'assurance maladie
 - 3,5 Mds d'économie sur les médicaments (génériques et autres moins chers),
 - 2 Mds sur les frais des hôpitaux
 - 2,5 Mds d'actes inutiles ou redondants et de consommation de médicaments inadaptée
 - 1,5 Mds en effectuant certaines actes en ambulatoire plutôt qu'à l'hôpital
- ❖ Promesse du gouvernement : pas de déremboursements
 - la baisse des dépenses publiques de santé (assurance maladie) de 10 Mds se traduira par une baisse des dépenses totales de santé
 - (publiques + des ménages ; complémentaire santé + dépenses directes).
 - Les dépenses vont plutôt continuer à augmenter (comme depuis 70 ans)
 - Les effectifs de professionnels de santé vont augmenter (+64000 minimum d'ici 2018 selon étude Mc Kinsey).
 - Baisse improbable des revenus des professionnels de santé (qui constituent directement 80 % des dépenses de santé),
 - donc les dépenses de santé des ménages qui vont augmenter !
 - Conséquences :
 - baisse du pouvoir d'achat disponible des ménages,
 - Inégalités face à la santé et d'accès aux soins : couvertures complémentaires très inégales et médecines à plusieurs vitesses, phénomènes de renoncement aux soins, etc.

Conclusion partielle 3

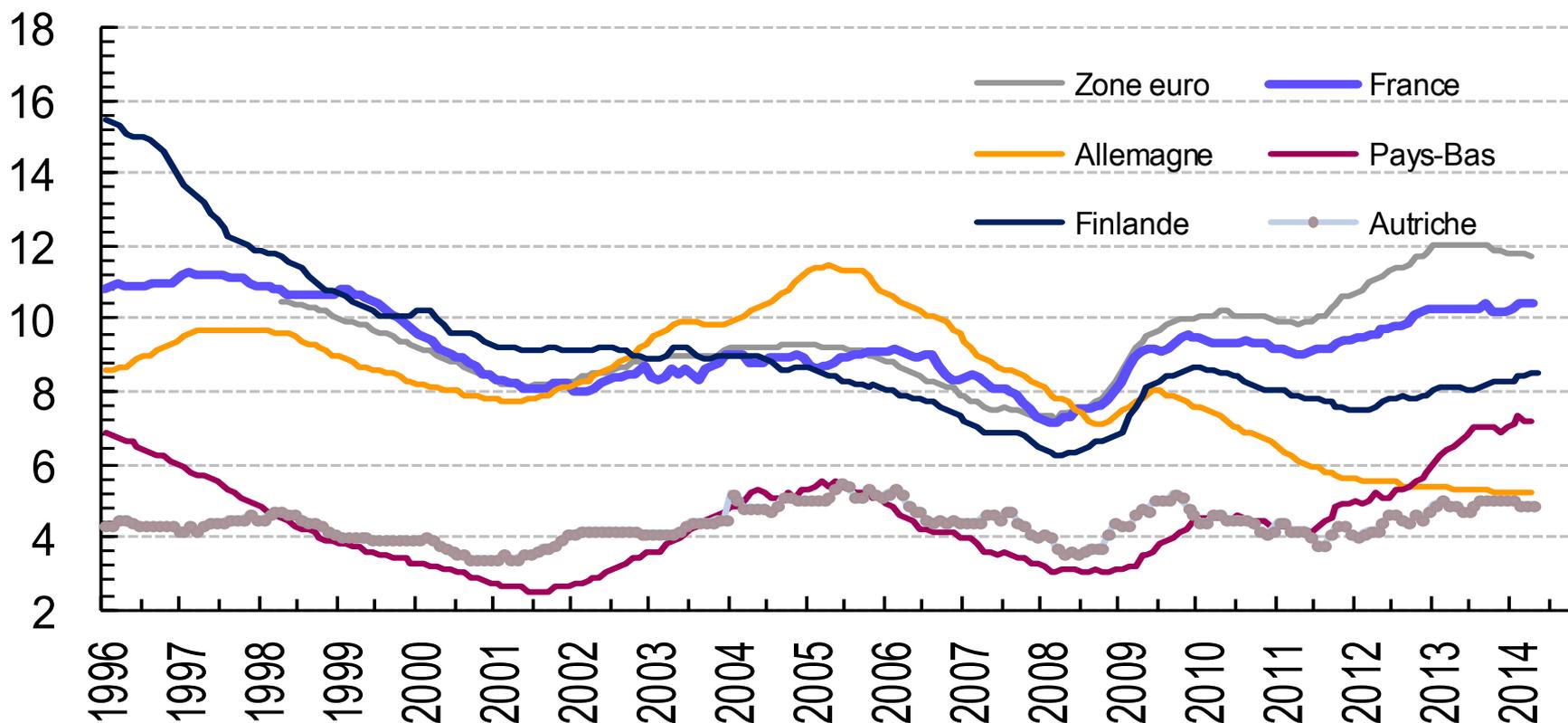
- ❖ Des allégements importants
- ❖ Des trésoreries qui vont s'améliorer
- ❖ Qui posent des questions importantes en matière de contrepartie
 - D'emploi
 - Quel choix industriel ?

Marché du travail français

- ❖ La crise s'est traduite
 - Une baisse (relativement modérée) de l'emploi
 - Une hausse (relativement forte) du chômage
 - Une hausse du chômage de longue durée
 - Des populations particulièrement affectées :
 - Les jeunes (contrats courts)
 - Et les seniors, pour d'autres raisons

Taux de chômage harmonisé (en % de la population active)

Source: Eurostat, IMacrobonds, res



Emploi Chômage

Variations en milliers

	2010	2011	2012	2013	2014
Population active	45	214	214	-28	124
<i>Pop act. tendancielle</i>	160	165	146	120	135
Emploi (total)	136	165	-42	0	79
Chômage	-92	49	255	-28	45
Taux de chômage	9,2	9,3	10,1	10,1	10,2

Source : Insee , note de conjoncture

Conclusion partielle 4

- ❖ Un chemin inhabituel de l'emploi durant la récession
 - Très faible productivité
 - Qui joue sur les marges des entreprises
- ❖ Mais une montée assez forte du chômage
 - Une dynamique de la population active
 - Une croissance du changement de longue durée
- ❖ Cela pose des questions de moyen terme sur la sortie de crise
 - le ralentissement durable de la productivité du travail et la croissance (et la répartition)
 - Comment les entreprises vont-elles récupérer des marges normales ?
 - L'ajustement de l'emploi est devant nous ?

Conclusion : message principal

- ❖ La France ne décroche pas complètement
 - Sauf au regard de l'Allemagne et des Etats-Unis
 - Pour le reste elle est prise en tenaille

- ❖ Mais une période de reprise molle à haut risque
 - Des déséquilibres toujours présents
 - Un jeu à somme nulle en Europe en termes de compétitivité
 - Avec des risques déflationnistes importants
 - Il y a une urgence pour éviter des pertes irréversibles de tissus productif et compromettre la croissance et l'emploi à moyen terme

- ❖ Politique industrielle, ciblage des aides publiques.

Merci de votre attention

www.ires.fr

twitter.com/IresFr

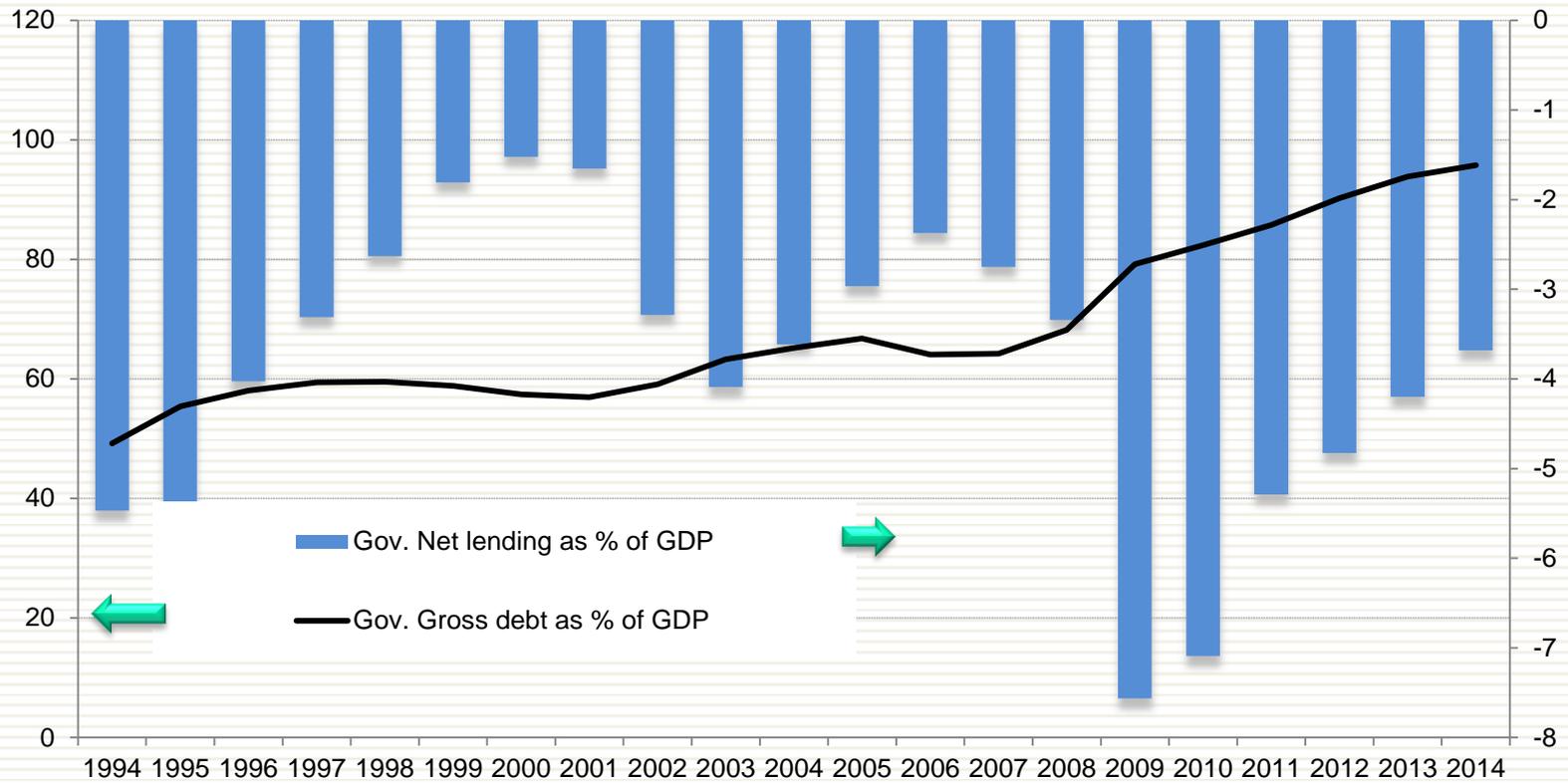
Annexes

Cotisations sociales employeurs et impôts des sociétés non financières en % de la valeur ajouté brute

	Cotisations sociales employeur	Impôts	Total
Moyenne 1980-1989	19 %	7,1 %	26,2 %
Moyenne 1990-1999	17,7 %	8,1 %	25,8 %
2000	16,5 %	9,3 %	25,9 %
2001	16,4 %	9,7 %	26 %
2002	16,5 %	8,9 %	25,4 %
2003	16,5 %	8,3 %	24,8 %
2004	16,3 %	8,6 %	24,9 %
2005	16 %	9,2 %	25,2 %
2006	16 %	9,9 %	25,9 %
2007	15,7 %	9,9 %	25,5 %
2008	15,6 %	9,9 %	25,6 %
2009	16,1 %	7,7 %	23,8 %
2010	16,1 %	7,8 %	23,8 %
2011	16,4 %	8,6 %	25 %
2012	16,6 %	8,8 %	25,5 %

Deficit et dette publics

(Sources: INSEE, Macrobond, Ires)



Politique budgétaire

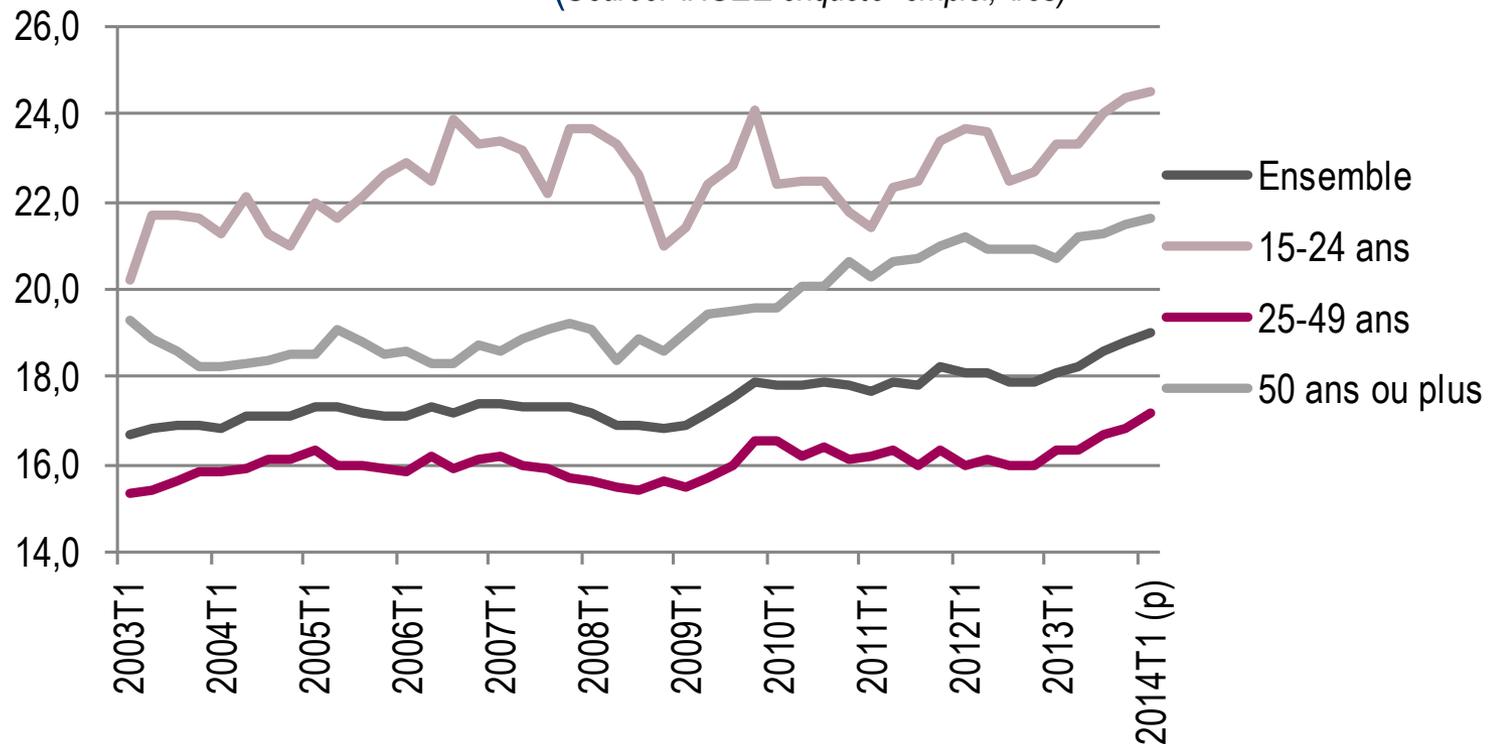
Quel solde structurel?

- ❖ Jean-Pierre Gorges, séance du 18 juin 2014 sur le PLFR 2014, Commission des finances à propos de l'amendement CF 164 de Mme K. Berger sur le solde structurel : « Ne donnons pas aux français une information fautive, de nature à les inquiéter ».

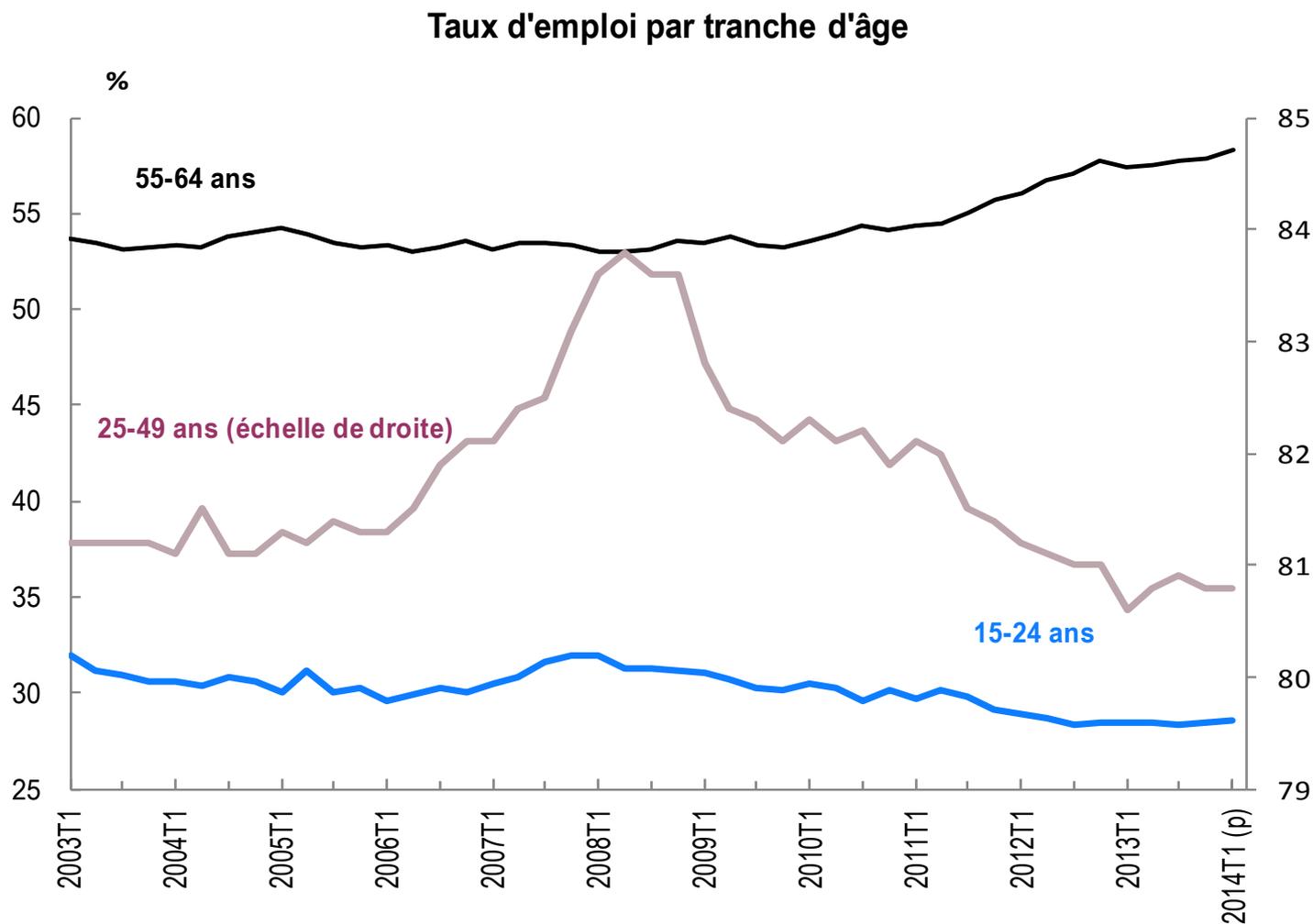
Temps partiel en forte hausse

Part du temps partiel dans l'emploi

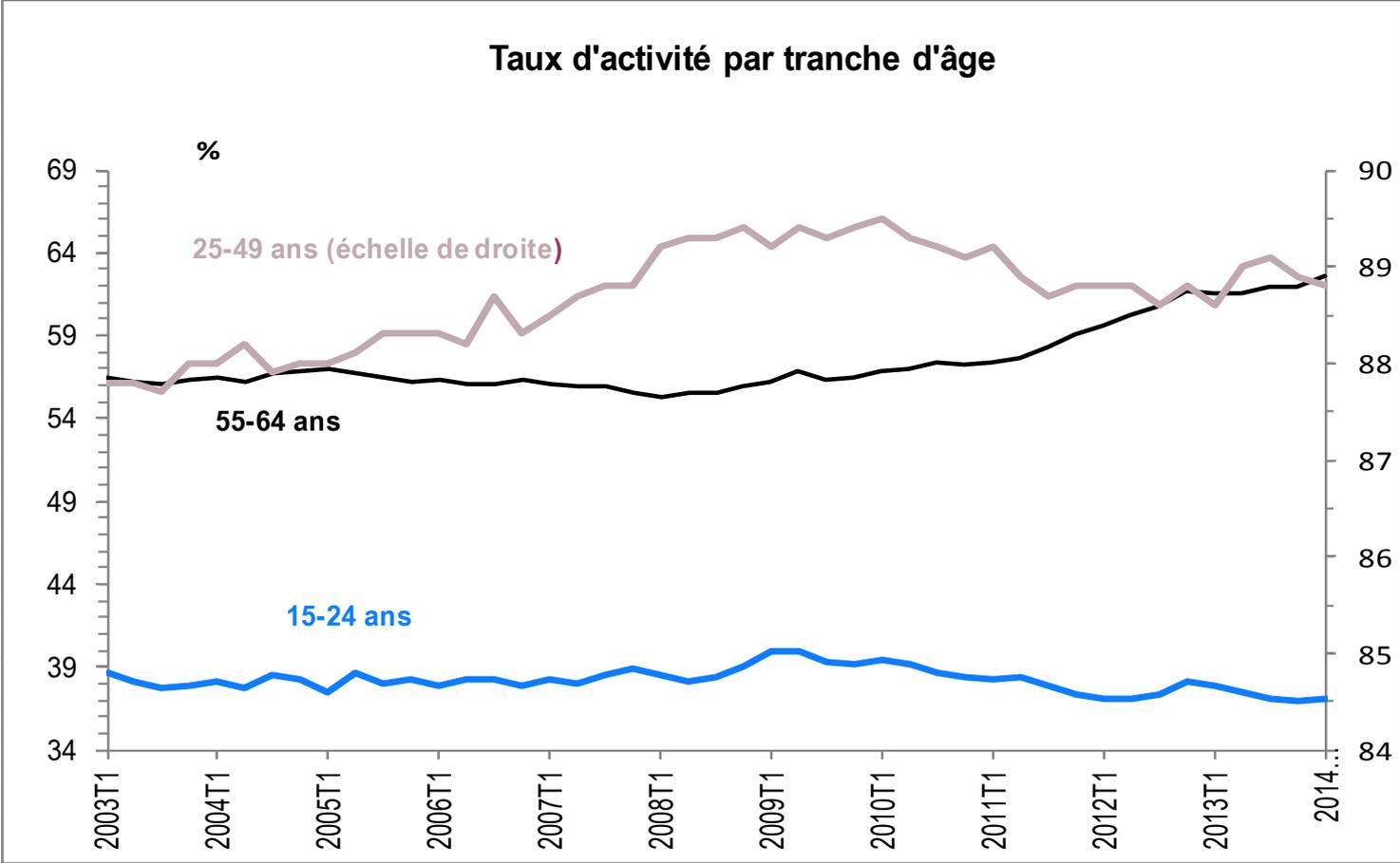
(Source: INSEE enquête emploi, Ires)



Taux d'emploi par âge



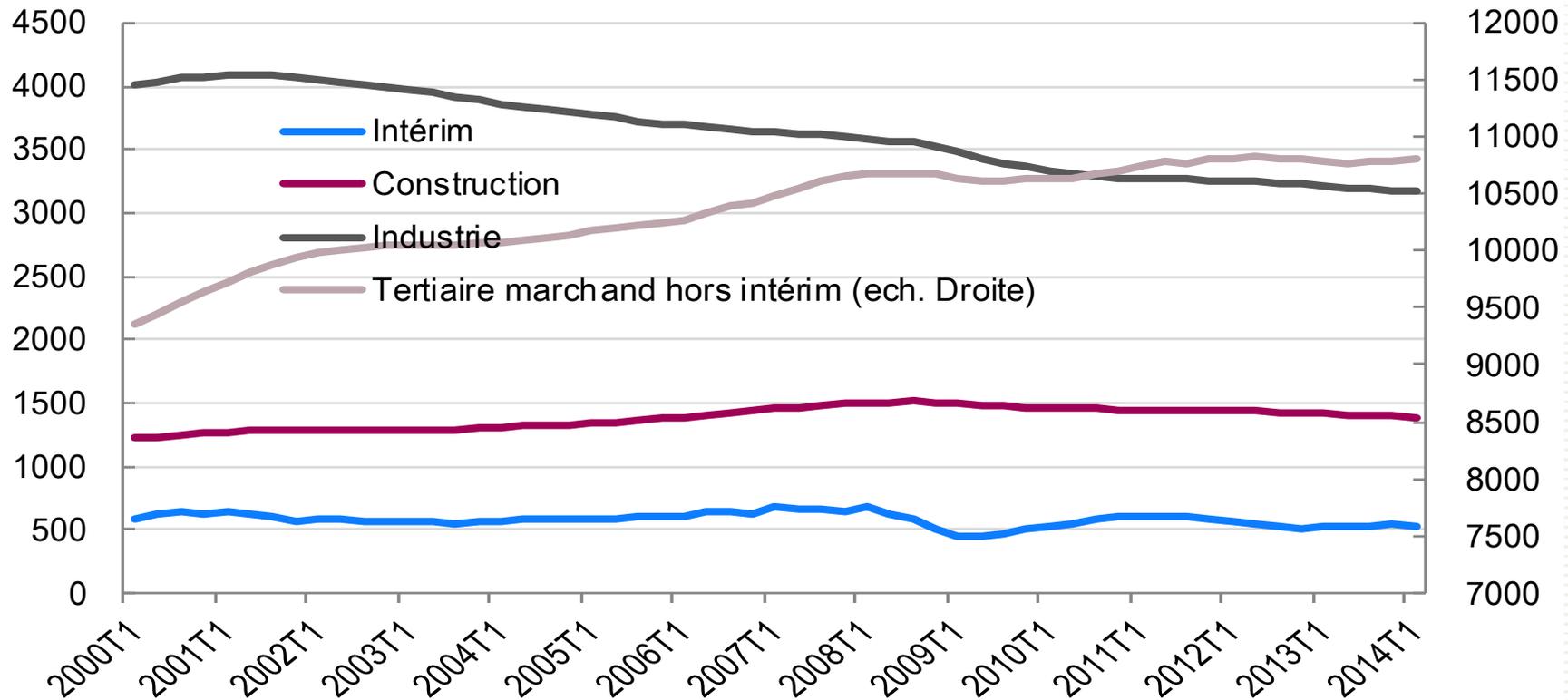
Taux d'activité par âge



Emploi par secteur niveaux

Emploi dans les secteurs concurrentiels

Source: INSEE, Ires



Emploi et VA par secteur

Situation par rapport à 2007

